



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

**ACCORD CADRE N° T25_4506
MAINTENANCE EQUIPEMENTS EXTINCTION INCENDIE :
EXTINCTEURS / COLONNES SECHES / RIA / POTEAUX

DES DIVERS ETABLISSEMENTS DES HOSPICES CIVILS DE LYON
(Agglomération lyonnaise et Département du Var)
ET DU GHT VAL RHONE CENTRE
ET DU GCS BLANCHISSERIE INTER HOSPITALIERE DU LYONNAIS

LOT UNIQUE**

Marché public de fournitures et services

SOMMAIRE

ARTICLE I -	DEFINITION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE	3
ARTICLE II -	NORMES ET REGLEMENTS	3
ARTICLE III -	EQUIPEMENTS PLACES SOUS CONTRAT	3
III.1	INVENTAIRE DE DEPART	3
III.2	ADJONCTION OU RETRAIT D'EQUIPEMENT EN COURS DE CONTRAT	4
III.3	RESTITUTION DES INSTALLATIONS	4
ARTICLE IV -	MODALITE DE FIXATION DES PRIX	4
IV.1	PRESTATIONS FORFAITAIRES	4
IV.2	PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	5
IV.3	REAJUSTEMENT ANNUEL DU MONTANT FORFAITAIRE LIE A LA MAINTENANCE ADDITIONNELLE APPROFONDIE A 5 ANS DES EXTINCTEURS, RIA ET COLONNES SECHES ET A LA MAINTENANCE DECENNALE DES RIA ET COLONNES SECHES	5
IV.4	FOURNITURES	5
ARTICLE V -	EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE	6
V.1	FREQUENCE DES VISITES	6
V.2	NATURE DES PRESTATIONS.....	6
ARTICLE VI -	EXECUTION DU REMPLACEMENT DES EXTINCTEURS	7
ARTICLE VII -	EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE	7
VII.1	PROCEDURE.....	7
VII.2	HORAIRE D'INTERVENTION.....	8
VII.3	DELAI DE CORRECTION DE DEFAUT	8
ARTICLE VIII -	DOCUMENTS ET REUNIONS.....	8
VIII.1	DOCUMENTS A ETABLIR PAR LE TITULAIRE EN TEMPS REEL	8
VIII.2	RAPPORT DE VERIFICATION	8
VIII.3	ACCESSIBILITE DES DOCUMENTS.....	9
VIII.4	REUNION ANNUELLE.....	9
VIII.5	REGISTRE DE SECURITE	10
ARTICLE IX -	AUTRES OBLIGATIONS DES CONTRACTANTS	10
IX.1	QUALIFICATIONS, DEVOIR DE CONSEIL ET D'ALERTE, DECHETS.....	10
IX.2	OBLIGATION RELEVANT DE LA SECURITE DES TRAVAILLEURS	10
	<i>Rappel des obligations essentielles relevant du titulaire du marché</i>	<i>10</i>
	<i>Dispositions de sécurité.....</i>	<i>11</i>
IX.3	OBLIGATIONS SPECIFIQUES AUX INTERVENTIONS DANS LE BATIMENT DE L'UNITE D'HOSPITALISATION SECURISEE INTERREGIONALE (UHSI) DU CENTRE HOSPITALIER LYON-SUD	11
IX.4	RISQUE AMIANTE.....	11
IX.5	RISQUE ASPERGILLAIRE.....	12
IX.6	OBLIGATIONS DU GROUPEMENT DE COMMANDES HCL	12

ANNEXES

- ANNEXE 1 : LISTE EQUIPEMENTS EXTINCTION INCENDIE
- ANNEXE 2 : INVENTAIRE HCL PAR SITE
- ANNEXE 3 : LISTE DES PRESTATIONS MINIMALES A EFFECTUER AU COURS DES VISITES D'ENTRETIEN PREVENTIF ET DE VERIFICATION
- ANNEXE 4 : MODELE D'INVENTAIRE FOURNI PAR LES HOSPICES CIVILS DE LYON
- ANNEXE 5 : MODELE DE FICHE DE SUIVI DES OBSERVATIONS

ARTICLE I - DEFINITION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

Les prestations de maintenance comprises au marché incluent les prestations de maintenance préventive et corrective correspondant aux niveaux 1 à 4 de la norme AFNOR NFX 60-000 :

- La maintenance préventive, destinée à réduire les risques de panne ou de mauvais fonctionnement des installations et à maintenir, pendant la durée du marché, les performances des équipements à un niveau équivalent aux performances initiales.
Les modalités d'exécution des prestations de maintenance préventive sont précisées dans l'article V ci-après.
- La maintenance corrective, destinée à remettre les équipements en état de fonctionnement correct, à la suite d'une panne, d'une anomalie de fonctionnement ou de la non atteinte d'objectifs de performance qui peut polluer, gêner, voire paralyser, tout ou partie du fonctionnement des installations. Le réarmement d'installation comme le diagnostic de panne ou de dysfonctionnement sont ainsi dus au titre du marché.
Les modalités d'exécution des prestations de maintenance corrective sont précisées à l'article VII ci-après.

A noter que la conduite technique des installations, correspondant aux ajustements des consignes de fonctionnement des installations, est assurée par le maître d'ouvrage.

ARTICLE II - NORMES ET REGLEMENTS

Le titulaire du marché se référera, pour la réalisation du présent marché et ce, sur la durée du marché :

- Aux réglementations, normes et autres documents officiels de référence en vigueur applicables aux présentes prestations ;
- Aux recommandations techniques ;
- Aux préconisations des fabricants ou installateurs des matériels concernés ;
- Aux règles définies dans les procédures d'exploitation et de maintenance des installations établies par les Hospices Civils de Lyon.

Le titulaire du marché sera notamment tenu de se conformer :

- À la norme NF S 61-919 de juillet 2004, norme NF S 61-759 d'août 2011, norme NF S 62-201 novembre 2020, norme NF S 61-114, norme NF S 61-115 et Norme NF S 61-213, NFS 61-200 et NFS 61-211 ;
- Au référentiel APSAD et plus particulièrement les articles R4 et R5 ;
- Au règlement de sécurité incendie dans les ERP et plus particulièrement les articles MS 73 et MS 5 à 7 ;
- Aux normes nationales et internationales relatives à la maintenance.

Les nouveaux textes réglementaires ou documents applicables aux installations objet du présent marché, et dont la mise en application devrait intervenir au cours de la durée du marché, devront faire l'objet d'un rapport d'analyse établi par le titulaire du marché et présenté au maître d'ouvrage pour lui permettre de valider leur intégration au contrat.

ARTICLE III - EQUIPEMENTS PLACES SOUS CONTRAT

III.1 Inventaire de départ

Le présent appel d'offres concerne la maintenance de 11787 extincteurs, 101 colonnes sèches, 901 RIA et 111 poteaux.

Les équipements placés sous contrat sont listés en annexe 1 du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

La répartition par site se trouve en Annexe 2 du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.
Un onglet spécifique a été ajouté pour l'établissement le Vinatier qui intégrera le contrat du Titulaire à partir du 1^{er} septembre 2026. Le site de Vinatier dispose de 1737 extincteurs (répartis sur 28 sites).

III.2 Adjonction ou retrait d'équipement en cours de contrat

En décembre de chaque année, la liste des équipements sera mise à jour et toute variation du nombre d'équipements, en plus ou en moins, supérieure ou égale à 5 % fera l'objet de l'actualisation des redevances forfaitaires de l'année suivante.

III.3 Restitution des installations

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les installations en état normal d'entretien et de fonctionnement.

ARTICLE IV - MODALITE DE FIXATION DES PRIX

Le marché inclut :

- Des prestations à titre forfaitaire pour la maintenance préventive (annuel et approfondie)
- Des prestations dites complémentaires hors forfait.

IV.1 Prestations forfaitaires

Entrent dans le cadre de la redevance forfaitaire :

- **Les prestations de maintenance préventive** (main d'œuvre et déplacement) définies à l'article I ci-avant et selon les conditions prévues à l'article V ci-après qui comprennent la maintenance annuelle et la maintenance approfondie à 5 ans pour les extincteurs à eau et à poudre, les RIA et colonnes sèches ainsi que la maintenance décennale des RIA et colonnes sèches ;
- Le petit matériel de remplacement, tel que boulonnerie, visserie, etc...
- Les produits de lubrification et de nettoyage nécessaires, tels que huiles, graisses, chiffons, etc...
- Les pièces détachées et organes (joints d'étanchéité, joints de poteau, verrous, goupilles, doses d'additifs, doses antiseptiques, doses aseptisantes, bouchons de colonnes, etc...), sous réserve que leur remplacement résulte de causes imputables aux équipements ou au titulaire du marché ;
- Les prestations relatives aux documents de suivi définies à l'article VIII ci-après ;
- Les obligations du titulaire du marché définies à l'article IX ci-après et notamment celles relatives à la gestion des déchets.

Calcul prévu dans la pièce financière pour la partie forfaitaire :

Le prix forfaitaire de la maintenance approfondie des extincteurs à 5 ans sera basé sur 20% du parc des extincteurs par établissement.

Le prix forfaitaire de la maintenance décennale des RIA et colonnes sèches sera basé respectivement sur 10% du parc des RIA et 10% du parc des colonnes sèches par établissement.

IV.2 Prestations complémentaires

Toute prestation n'entrant pas dans le cadre de la redevance forfaitaire sera réalisée en dépense contrôlée, sur bon de commande émis par les Hospices Civils de Lyon (DAT ou DAD), par les établissements partis du GHT ou par le GCS Blanchisserie.

Ce sera le cas :

- Des remplacements des extincteurs dans les conditions décrites à l'article VI ci-après
- Du rechargement (main d'œuvre, déplacement et recharges) des extincteurs utilisés accidentellement, sur incendie ou pour les formations pratiques. Le remplacement des charges devra être effectué avec des produits strictement identiques à ceux utilisés lors de l'homologation des extincteurs (les recharges à prévoir lors de la maintenance annuelle et lors de la maintenance additionnelle approfondie sont incluses dans la redevance forfaitaire). Le rechargement des extincteurs utilisés pour les formations (eau pulvérisée sans additif et CO2) s'effectuera deux fois par mois
- Des prestations de maintenance corrective (main d'œuvre et déplacement) sous réserve qu'elles ne résultent pas d'un manquement, de la part du titulaire du marché, à ses obligations contractuelles
- Des fournitures dans les conditions décrites au paragraphe IV.3 ci-après.

Ces prestations seront rémunérées sur la base des prix fixés dans le cadre de l'offre financière de l'Acte d'Engagement.

Toutefois, elles feront systématiquement l'objet d'un devis détaillé (temps prévu, main d'œuvre, fournitures) qui sera soumis à l'accord préalable du Correspondant Sécurité de l'Etablissement ou de son représentant. La liste des interlocuteurs est fournie en annexe 1 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

IV.3 Réajustement annuel du montant forfaitaire lié à la maintenance additionnelle approfondie à 5 ans des extincteurs, RIA et colonnes sèches et à la maintenance décennale des RIA et colonnes sèches

Sur la base du bilan défini à l'article VIII.4 que remettra le titulaire en novembre de chaque année, le montant forfaitaire sera ajusté.

La plus-value par rapport au montant forfaitaire indiqué dans la Partie I de l'annexe financière de l'Acte d'Engagement, occasionnée par le réajustement du nombre d'extincteurs à maintenir en maintenance additionnelle approfondie, du nombre de RIA et colonnes sèches à maintenir en maintenance quinquennale et en décennale, fera l'objet d'un bon de commande suivant les prix unitaires indiqués dans la Partie I de l'annexe financière de l'Acte d'Engagement.

La moins-value par rapport au montant forfaitaire indiqué dans la Partie I de l'annexe financière de l'Acte d'Engagement, occasionnée par le réajustement du nombre d'extincteurs à maintenir en maintenance additionnelle approfondie, du nombre de RIA et colonnes sèches à maintenir en maintenance quinquennale et en décennale, apparaîtra clairement sur la facture correspondante (Cf. CCAP) et sera déduite du montant global de ladite facture.

IV.4 Fournitures

Les fournitures, à l'exception de celles prévues à l'article IV.1 ci avant et sous réserve qu'elles ne soient pas dues par le constructeur au titre de la garantie, seront facturées en sus et feront l'objet d'un bon de commande des Hospices Civils de Lyon (DAT ou DAD), des établissements du GHT Val Rhône-Centre ou du GCS Blanchisserie.

Les remplacements de pièces détachées et organes défectueux seront effectués par des matériels similaires les plus performants à la date de leur remplacement.

Les fournitures mises en place par le titulaire du marché seront conformes à la réglementation en vigueur et seront garanties un an.

Dans ce cadre, le titulaire du marché s'engage à remplacer gratuitement toutes fournitures défectueuses pendant la période de garantie. Il est tenu d'effectuer, conformément aux règles de l'art, les réparations et aménagements demandés par le Groupement de Commandes HCL / GCS Blanchisserie.

ARTICLE V - EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE

V.1 Fréquence des visites

Le titulaire du marché effectuera obligatoirement **une visite d'entretien préventif et de vérification par an** de l'ensemble des équipements listés en annexe 1 du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

La maintenance additionnelle approfondie inclut la maintenance annuelle : il n'est donc pas nécessaire de réaliser une maintenance « annuelle » l'année de la maintenance additionnelle approfondie.

Dans chaque Etablissement, cette visite **devra être effectuée d'une manière continue**, tout en tenant compte des impératifs hospitaliers.

Toutes les prestations devront être réalisées avant le 31 octobre de chaque année, sauf cas particulier défini avec le Correspondant Sécurité de l'Etablissement ou son représentant.

Dès la prise d'effet du présent marché, puis au mois de janvier de chaque année, le titulaire du marché remettra au Correspondant Sécurité de l'Etablissement ou son représentant, un planning prévisionnel d'intervention par site.

Ce plan de maintenance détaillera par type de matériel et par site les dates prévues pour les maintenances annuelles et les maintenances approfondie.

En plus du plan de maintenance, le titulaire remettra également un plan de remplacement par site (qui indiquera le nombre de matériels à remplacer dans l'année).

Ce calendrier ne deviendra définitif qu'après accord écrit du Correspondant Sécurité de l'Etablissement ou son représentant.

Le titulaire devra ensuite confirmer par téléphone ou mail les dates et heures de ces visites au Correspondant Sécurité de l'Etablissement ou son représentant au minimum un mois avant l'intervention en détaillant plus précisément les dates et heures d'intervention.

V.2 Nature des prestations

Les prestations qui seront effectuées au cours de la visite d'entretien préventif et de vérification se feront suivant les prescriptions du constructeur et/ou de l'installateur. Elles seront conformes aux règles de l'art ainsi qu'aux prescriptions particulières d'exploitation, aux recommandations techniques et à la réglementation en vigueur.

Elles porteront à minima sur les points listés en annexe 3 du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les extincteurs à eau seront adaptés pour passage au « sans fluor » ou remplacés par des extincteurs sans fluor lors de la maintenance approfondie.

Dans les Etablissements où la visite d'entretien préventif et de vérification s'étendra sur plus d'une semaine, une réunion de coordination se tiendra hebdomadairement avec le technicien du titulaire du marché et le Correspondant Sécurité de l'Etablissement ou son représentant.

ARTICLE VI - EXECUTION DU REMPLACEMENT DES EXTINCTEURS

Le titulaire du marché procédera au remplacement obligatoire par des extincteurs neufs, les extincteurs à eau pulvérisée à pression auxiliaire et à poudre ayant 20 ans ou plus, et au remplacement des extincteurs au dioxyde de carbone ayant 10 ans ou plus. Les extincteurs datant d'avant 2016 seront à remplacer lors de la date prévue de la maintenance approfondie et les extincteurs datant d'après 2016 seront remplacés tel que suit :

	2026	2027	2028	2029
Ext. 2016	Remplacement	Maint. Annuelle	Maint. Annuelle	Maint. Annuelle
Ext. 2017	Maint. Annuelle	Remplacement	Maint. Annuelle	Maint. Annuelle
Ext. 2018	Maint. Annuelle	Maint. Annuelle	Remplacement	Maint. Annuelle
Ext. 2019	Maint. Annuelle	Maint. Annuelle	Maint. Annuelle	Remplacement
Ext. 2020	Maint. Annuelle	Maint. Annuelle	Maint. Annuelle	Maint. Annuelle
Ext. 2021	Maint. Approf.	Maint. Annuelle	Maint. Annuelle	Maint. Annuelle
Ext. 2022	Maint. Annuelle	Maint. Approf.	Maint. Annuelle	Maint. Annuelle
Ext. 2023	Maint. Annuelle	Maint. Annuelle	Maint. Approf.	Maint. Annuelle
Ext. 2024	Maint. Annuelle	Maint. Annuelle	Maint. Annuelle	Maint. Approf.

Les extincteurs à eau neufs installés seront des extincteurs sans fluor.

Les appareils à remplacer seront échangés au cours de la visite annuelle et ne feront donc pas l'objet de l'entretien préventif et de la vérification prévus lors de cette visite.

La mise en place des appareils neufs ou en échange standard ainsi que leur numérotation et l'évacuation des anciens appareils sont à la charge du titulaire du marché.

Dans les services de soins, les extincteurs à eau pulvérisée à pression auxiliaire de 9 L seront remplacés par des extincteurs de 6 L.

ARTICLE VII - EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE

Ce paragraphe s'applique à toutes les prestations de maintenance corrective.

VII.1 Procédure

Une intervention de maintenance corrective peut être déclenchée :

- soit par le titulaire du marché, suite à une anomalie de fonctionnement détectée par ses soins, sous réserve de l'accord du Correspondant Sécurité de l'Etablissement ou de son représentant
- soit par l'Etablissement qui, lors de la détection d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement, fera appel au titulaire du marché par téléphone avec confirmation systématique par télécopie ou par mail.

Dès son arrivée sur le site, le technicien du titulaire du marché devra se présenter au Poste de Garde ou au Poste de Sécurité de l'Etablissement concerné, selon le protocole défini dans le Plan de Prévention (Cf. article IX ci-après).

Afin de ne pas gêner ou stopper l'activité des services, le titulaire du marché prendra les mesures d'urgence qui s'imposeront après en avoir informé le Correspondant Sécurité de l'Etablissement ou son représentant.

VII.2 Horaire d'intervention

Le titulaire du marché interviendra **de 8 H à 18 H, du lundi au vendredi inclus, sauf jours fériés.**

Le délai de correction de défaut défini ci-après sera décompté dans le cadre de cette plage d'intervention.

VII.3 Délai de correction de défaut

Le titulaire du marché devra corriger la panne ou l'anomalie de fonctionnement dans un délai maximum de **72 heures** à compter de l'heure de l'appel téléphonique du Groupement de Commandes HCL / GCS Blanchisserie confirmé par mail.

Sauf accord préalable et exceptionnel du Correspond Sécurité de l'Etablissement ou de son représentant, le titulaire du marché ne pourra invoquer ni les délais de fabrication ou de livraison des pièces de rechange, ni le délai d'obtention du bon de commande des Hospices Civils de Lyon (DAT ou DAD), des établissements du GHT Val-Rhône-Centre ou du GCS Blanchisserie pour justifier du mauvais ou du non fonctionnement des équipements.

En cas de non-respect du délai précité, le titulaire du marché pourra encourir les pénalités prévues au CCAP.

ARTICLE VIII - DOCUMENTS ET REUNIONS

VIII.1 Documents à établir par le titulaire en temps réel

Sauf indication contraire à la notification du marché, **les interventions devront faire l'objet d'un compte rendu**, saisi directement par le titulaire du marché dans le logiciel de GMAO des Hospices Civils de Lyon (Carl Source).

Le compte rendu précisera notamment :

- le nom de l'intervenant
- la date, heure et durée d'intervention
- les prestations réalisées.

Ils seront remplis en temps réel après chaque intervention de maintenance (préventive ou corrective).

Les comptes rendus d'intervention sont des documents de référence utilisés pour le suivi des installations et des interventions.

VIII.2 Rapport de vérification

Chaque vérification annuelle fera l'objet d'un rapport de vérification établi sur les inventaires fournis par le Groupement de Commandes HCL / GCS Blanchisserie (Cf. modèle joint en annexe 5 du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières). Plateforme informatique HCL

Ce rapport comprendra :

- la mise à jour de l'inventaire (cf annexe 1):
 - Numéro de l'équipement
 - Marque et type
 - Date de mise en service

- Localisation précise de l'équipement (code GMAO)
- Présence/absence de l'équipement
- Conformité de l'équipement
- Observations.

Le vérificateur donnera un avis sur la conformité de l'installation en regard des spécifications du Règlement de Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public (Arrêté du 25 juin 1980 modifié) sur la base des plans d'implantation qui lui seront communiqués par le Correspondant Sécurité de l'Etablissement.

En outre, sera annexée à ce rapport la fiche de suivi des observations (Cf modèle joint en annexe 5 du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières) recensant l'ensemble des anomalies constatées pondérées par le critère d'urgence de traitement de ces anomalies :

- 0-TU : Observation devant être levée sans délai, anomalie signalée de suite, confirmée sur rapport provisoire
- 1-U : Observation nécessitant un traitement sous un mois
- 2-N : Observation destinée à être levée dans l'intervalle de temps séparant deux vérifications
- 3-D : Observation à caractère réglementaire, sans danger pour le public et le personnel, susceptible d'être inscrite dans un plan d'investissement de travaux ou dans une opération programmée.

Chaque rapport sera diffusé comme suit dans un délai maximum d'un mois après la date d'achèvement de la vérification :

- un exemplaire au Correspondant Sécurité de l'Etablissement
- un exemplaire à l'Ingénieur Maintenance du Secteur
- un exemplaire en version informatique envoyé au responsable DPSG des HCL désigné.

Le récapitulatif des observations sera également établi sous forme de tableau EXCEL en vue du suivi des observations formulées et sera adressé au Correspondant Sécurité de l'Etablissement avec l'exemplaire papier du rapport de vérification.

La liste des destinataires du rapport de vérification sera remise au titulaire du marché en début d'exécution du marché.

VIII.3 Accessibilité des documents

Le titulaire devra mettre en place une **plateforme informatique** permettant au Groupement de Commandes HCL / GCS Blanchisserie de consulter tous les documents par site (inventaire, devis, certificat, compte-rendu...).

VIII.4 Réunion annuelle

Au mois de novembre de chaque année, le titulaire du marché remettra un bilan technique annuel ainsi que la liste des équipements telle que l'annexe 1 du CCTP à jour et participera à une réunion de bilan sur l'activité de l'année écoulée.

Ce bilan comprendra notamment :

- le bilan des interventions de maintenance préventive et de maintenance corrective avec le détail du nombre d'équipements par type de maintenance : maintenance annuelle, maintenance approfondie quinquennale, maintenance décennale ou remplacement décennal pour les extincteurs,
- un bilan financier des interventions complémentaires et des pénalités appliquées,
- **un état des lieux des équipements avec ses caractéristiques (type extincteur, avec/sans fluor, poids,...), la date de mise en service de l'équipement (selon le modèle de l'annexe 4)**

Le titulaire du marché se positionnera en fonction de la vétusté du matériel et fera des propositions ciblées sur le matériel potentiellement à risque (vétuste et impossibilité de retrouver la pièce de rechange, manque de redondance en cas de panne...).

VIII.5 Registre de sécurité

A l'issue de chaque vérification annuelle, le technicien du titulaire du marché devra se faire présenter le Registre de sécurité de l'Etablissement E.R.P. pour y porter, outre la date, son identité, son visa et le cachet du titulaire du marché, le résultat global de la vérification, dans la colonne «Observation - Conclusion», en des termes permettant au Chef d'Etablissement ou au représentant de la Tutelle Publique d'apprécier la qualité globale de l'installation.

ARTICLE IX - AUTRES OBLIGATIONS DES CONTRACTANTS

IX.1 Qualifications, devoir de conseil et d'alerte, déchets

Qualifications :

Les interventions devront être réalisées par du personnel qualifié et expérimenté (au moins 3 ans d'expérience dans son domaine).

Ce personnel sera celui dont le CV aura été présenté dans le cadre de l'appel d'offres. Tout agent non présenté dans le cadre de l'appel d'offres et proposé par le titulaire du marché devra obligatoirement être accepté par le Correspondant Sécurité de l'établissement.

Devoir de conseil et d'alerte :

Le titulaire du marché devra signaler, par écrit, au Correspondant Sécurité de l'établissement ou à son représentant, les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles, dès qu'il pourra les déceler, en indiquant les travaux nécessaires à leur correction ou à leur prévention ainsi que les conséquences que pourraient entraîner la non-exécution des travaux nécessaires.

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate d'une installation, le titulaire du marché sera autorisé à prendre des mesures d'urgence. Il devra alors en aviser le Correspondant Sécurité de l'Etablissement, l'Ingénieur Maintenance du Secteur ou son représentant dans les plus brefs délais.

Le titulaire du marché effectuera son devoir de conseil sur l'application de la réglementation et le fonctionnement des installations, sans rémunération supplémentaire, dans la mesure où aucune étude spéciale ne sera nécessaire.

Ainsi, le titulaire du marché devra signaler au Groupement de Commandes HCL / GCS Blanchisserie les éventuels points de non-conformité avec la réglementation relative aux installations (dans la mesure où cela ne pouvait pas être fait lors de la visite d'état des lieux).

Si une installation cesse d'être conforme à la réglementation en vigueur, du fait d'une modification de celle-ci, le titulaire du marché devra le signaler par écrit, dès la parution officielle, au Correspondant Sécurité de l'Etablissement ou à son représentant.

Traitement des déchets :

Le titulaire du marché procédera à l'évacuation, au transport et au traitement des déchets conformément à la réglementation en vigueur avec remise des bordereaux de suivi.

IX.2 Obligation relevant de la sécurité des travailleurs

Rappel des obligations essentielles relevant du titulaire du marché

Après conclusion du marché, le titulaire du marché devra respecter les obligations essentielles suivantes:

- informer son C.S.E. de la date de l'Inspection Préalable Commune de l'opération
- participer, avec ses Sous-traitants, à l'Inspection Préalable Commune qui se concrétisera par la rédaction d'un Plan de Prévention
- tenir le Plan de Prévention à disposition de son C.S.E., de la Médecine du Travail et de l'Inspection du Travail
- commenter le Plan de Prévention aux personnels impliqués dans l'opération

- signaler au Groupement de Commandes HCL les améliorations possibles concernant la coordination des mesures de prévention
- demander au Groupement de Commandes HCL l'agrément de tous Sous-traitants et attendre celui-ci pour faire exécuter les prestations sous-traitées.

De plus, il est rappelé que chaque Chef d'Entreprise restera responsable, pour son propre personnel et pour celui de ses Sous-traitants éventuels, de l'application des mesures de prévention requises.

Dispositions de sécurité

Les dispositions de sécurité applicables aux prestations objet du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières sont les suivantes :

- participation du titulaire du marché à une Inspection Préalable Commune organisée **annuellement** par l'Etablissement. Cette Inspection Préalable Commune a pour objectif d'analyser préalablement les risques liés aux interventions et de définir les mesures de sécurité à prendre par les différentes parties. Les dispositions pratiques (dates, lieux, etc...) seront définies ultérieurement par un document spécifique à l'appui du marché
- à l'issue de l'Inspection Préalable Commune, un Plan de Prévention formalisant les mesures de sécurité retenues sera rédigé et visé par les deux parties.

IX.3 Obligations spécifiques aux interventions dans le bâtiment de l'Unité d'Hospitalisation Sécurisée Interrégionale (UHSI) du Centre Hospitalier Lyon-Sud

Le titulaire du marché devra fournir au Correspondant Sécurité de l'établissement ou à son représentant, dès notification du marché, la liste et le CV des agents susceptibles d'intervenir sur les installations avec leur identité complète (nom, prénom, date et lieu de naissance).

Chaque intervenant fera alors une demande d'agrément individuelle qui sera transmise par les Hospices Civils de Lyon et pour validation aux services de l'UHSI.

Le titulaire du marché s'engage à prévenir les Hospices Civils de Lyon de tout changement relatif à cette liste.

Pour toute intervention, les techniciens du titulaire du marché devront se présenter au Poste de Garde de l'UHSI avec une pièce d'identité.

Tout technicien non inscrit sur la liste précitée et non muni de sa pièce d'identité ne sera pas admis à pénétrer dans le bâtiment.

Les délais induits par des dysfonctionnements de ce type (technicien non identifié au préalable ou omission de la pièce d'identité) relevant de l'entière responsabilité du titulaire du marché, seront pris en compte dans le calcul des pénalités pour non-respect du délai maximum de correction de défaut prévues au marché.

IX.4 Risque amiante

Le Groupement de Commandes HCL a procédé conformément à la réglementation à une recherche des matériaux amiantés dans le cadre d'un Document Technique Amiante. Le DTA est mis à disposition de toute personne ou entreprise appelée à intervenir dans le bâtiment.

En cas de présence de matériaux amiantés, le titulaire pourra ainsi prendre les mesures de protection individuelles et collectives nécessaires. Le titulaire devra avoir du personnel formé aux interventions techniques sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (sous-section 4). Préalablement à son intervention, le titulaire devra avoir un mode opératoire conforme au décret n°2012-639 du 4 mai 2012 et fournir les attestations de formation des travailleurs.

Si le titulaire identifie la présence de matériaux amiantés non répertoriés dans le dossier technique "Amiante", il est tenu d'en informer immédiatement le Groupement de Commandes HCL et d'arrêter immédiatement toute intervention sur l'équipement.
Le Groupement de Commandes HCL convoquera le titulaire pour étudier les conditions de la poursuite des travaux.

Le titulaire fournira au cours du chantier l'ensemble des BSDA (Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés) relatifs aux matériaux amiantés déposés.

IX.5 Risque aspergillaire

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'il intervient en milieu hospitalier.
A ce titre, il doit s'assurer que ses interventions respectent les règles de bonnes pratiques en matière d'hygiène générale : ses agents sont formés aux interventions en milieu hospitalier, les outils, équipements et fournitures sont adaptés. Ses protocoles d'intervention sont également adaptés.

Les Unités d'Hygiène Hospitalière des HCL pourront cependant estimer nécessaire de réaliser un diagnostic du niveau de risque aspergillaire en fonction de la nature et de la localisation des interventions.
Le prestataire devra se rendre disponible pour présenter son intervention (protocole d'intervention, durée, qualification des intervenants).
Le diagnostic pourra conduire à identifier des mesures de protection spécifique.
Le prestataire ne doit pas la mise en place de ces protections spécifiques au titre des dépenses forfaitaires. Elles seront réalisées soit sur bon de commande dans le cadre du présent contrat, soit par un autre intervenant.

IX.6 Obligations du Groupement de Commandes HCL

Le Groupement de Commandes HCL / GCS Blanchisserie s'engage à utiliser normalement les équipements et conformément aux instructions données.

Le Groupement de Commandes HCL / GCS Blanchisserie laissera le libre accès des équipements au personnel du titulaire du marché pour toute intervention, sous réserve que celui-ci ait prévenu l'Etablissement concerné.

Le Correspondant Sécurité de l'Etablissement ou son représentant se tiendra à la disposition du technicien du titulaire du marché, lors de chaque visite ou intervention.

Ce dernier sera accompagné pour accéder aux locaux fermés à clés ou aux locaux dont les conditions d'accès sont réglementées.

Ainsi, pour toute intervention dans le bâtiment de l'UHSI (Hôpital Lyon Sud), un représentant du Correspondant Sécurité de l'Etablissement ou un représentant de l'Administration pénitentiaire ou policière assurera une présence permanente auprès du technicien du titulaire du marché pendant toute la durée de l'intervention.

Le Groupement de Commandes HCL / GCS Blanchisserie signalera immédiatement au titulaire du marché tous les extincteurs constatés déchargés ainsi que tous les dérangements constatés dans le fonctionnement normal des installations.

Le Groupement de Commandes HCL / GCS Blanchisserie informera le titulaire du marché des éventuels travaux de modification qui pourraient être réalisés sur les installations.

ANNEXE 1 DU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

---oOo---

LISTE DES EQUIPEMENTS EXCTINCTION INCENDIE

(voir fichier CCTP Annexe 1)

ANNEXE 2 DU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

---oOo---

INVENTAIRE HCL PAR SITE

(voir fichier CCTP Annexe 2)

ANNEXE 3 DU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

---oOo---

LISTE DES PRESTATIONS MINIMALES EFFECTUEES

AU COURS DES VISITES D'ENTRETIEN PREVENTIF ET DE VERIFICATION

A - EXTINCTEURS

Référence : Norme NF S 61-919 de juillet 2004 – Règle APSAD R4

1 - Généralités

- Procéder au nettoyage général de l'appareil
- Vérifier le bon état du système de sécurité (verrou, goupilles ou autres)
- Conclure la vérification de chaque appareil par son maintien ou non en service.

2 - Appareils à pression auxiliaire

- S'assurer de l'absence de pression interne, puis démonter le couvercle
- Démonter la cartouche de gaz (appelée aussi sparklet ou bouteille auxiliaire) à l'aide d'une clé et contrôler sa masse (la tare et la charge ou masse pleine et vide sont gravées dans le corps de la cartouche). Contrôler si la charge en gaz est en conformité avec les inscriptions diverses figurant latéralement sur le corps de l'extincteur
- Vérifier le(s) joint(s) d'étanchéité (toute déformation ou déchirure doit conduire à son remplacement)
- Vérifier le bon fonctionnement du percuteur
- Graisser les pièces mobiles (tige du percuteur en particulier), voir réserve faite pour les appareils à poudre
- S'assurer du bon fonctionnement de la gâchette pour les appareils qui en comportent
- Pour les appareils à fonctionnement droit, vérifier l'état du tube plongeur et du tube répartiteur du gaz de chasse
- Vérifier le tuyau souple d'éjection, s'il y en a un (absence d'obstruction) et l'ensemble du circuit d'éjection par soufflage.

3 - Appareils à pression permanente

Si l'appareil est équipé d'une valve de contrôle :

- Vérifier la pression interne de l'appareil au moyen d'un manomètre étalonné en bars (le manomètre de contrôle doit faire l'objet d'étalonnages périodiques). La tolérance admise sur la pression indiquée par le constructeur est de + ou - 1 bar
- Si l'appareil est muni, en outre, d'un indicateur de pression, s'assurer que les indications données par celui-ci correspondent à celles du manomètre de contrôle
- Si l'appareil est équipé d'un indicateur de pression du type "remise à zéro", s'assurer que l'aiguille ne reste pas bloquée
- Remettre en place le capuchon de protection de la valve de contrôle de pression et s'assurer de l'absence de fuites à l'aide d'eau savonneuse ou d'un produit moussant.

Dans le cas où l'appareil à pression permanente ne comporte ni valve de contrôle ni indicateur de pression, il doit être vérifié dans les usines ou ateliers du constructeur, après en avoir informé l'Etablissement concerné et assuré son remplacement.

4 - Appareils sur roues

Vérifier :

- La soupape de sécurité, le système de liaison entre la bouteille de gaz
- Le train de roulement (graissage)
- La charge en gaz de la bouteille de gaz, la tolérance étant de 0 à 10 %.

5 - Extincteurs à eau

a) Pour les appareils à eau sans additif

- Vidanger l'appareil
- Rincer le corps de l'extincteur et vérifier soigneusement son état intérieur

Toute corrosion interne du corps de l'appareil doit être signalée à l'Etablissement concerné

Toute corrosion prononcée doit conduire à proposer à l'Etablissement concerné le remplacement de l'appareil

- Recharger l'appareil.

b) Pour les appareils à eau avec additif

• avec additif en flacon annexe

- Vidanger l'appareil
- S'assurer de la présence du flacon d'additif, de son état, que la date de péremption portée par le fabricant sur celui-ci n'est pas dépassée
- Recharger l'appareil.

• avec additif en pré-mélange

- Vidanger l'appareil dans un récipient propre
- S'assurer de la présence de l'additif, de son état et que la date limite d'utilisation garantie par le fabricant n'est pas dépassée
- Si la date limite d'utilisation le permet, l'appareil sera rechargé avec le mélange récupéré. Dans le cas contraire, il sera procédé à un nouveau mélange.

6 - Extincteurs à poudre

Nota important : les opérations qui suivent doivent être effectuées dans un local dont les conditions d'ambiance sont normales (humidité relative, la température de la pièce doit être inférieure ou égale à celle de la poudre).

- Obstruer l'ouverture de l'appareil avec un chiffon propre, détasser la poudre en retournant et secouant l'extincteur. Si l'on constate des difficultés de détassage ou si l'on suspecte la présence de grumeaux, on videra l'extincteur de sa poudre.

Si l'on constate la présence de grumeaux ou d'agglomérats, la poudre sera remplacée.

Si la charge doit être remplacée, il est recommandé d'utiliser une poudre conforme à celle avec laquelle l'appareil a été homologué et indiquée par le constructeur de l'appareil dans les inscriptions latérales.

En aucun cas, il ne faut remplacer une poudre ABC par une poudre BC et inversement et il ne faut pas graisser les pièces en contact avec la poudre ou susceptibles de l'être.

7 - Extincteurs à dioxyde de carbone (CO2)

- Démonter le tromblon (ou le flexible qui le relie à l'extincteur) et vérifier l'état du joint qui doit être changé s'il présente des déformations ou déchirures
- Contrôler la charge par pesée, par différence avec la masse à vide (qui est considérée comme étant celle de l'appareil, sans sa charge et sans son dispositif de projection, mais avec sa robinetterie). Cette masse à vide, appelée "tare" est gravée sur le corps de l'appareil.

8 - En fin de vérification

- Revérifier le système de sécurité
- Replomber le système de sécurité, si celui-ci a été déplombé, et ce aux marques de l'entreprise
- Remplir la fiche ou étiquette de vérification de l'appareil
- Consigner le résultat de la vérification sur le registre de sécurité de l'Etablissement concerné.

B - COLONNES SECHES

Référence : Norme NF S 61-759 de juin 2007 et ses amendements A1 et A2 de 2011

1 - Vérification avec essais hydrauliques dynamiques

a) Contrôle

- Du fonctionnement des robinetteries, prises et raccords
- De l'existence des bouchons de fermeture
- Du libre accès des raccords et des prises
- De la signalisation.

b) Mise en eau

- Avec motopompe 60 m³/h - 15 bars
- Essais de débit avec établissement de 2 lances DN 45 aux deux derniers niveaux
Le manomètre de la lance établie au dernier niveau doit indiquer une pression de 3,5 bars en dynamique
- Plombage des vannes après contrôle.

2 - Vérification avec essais hydrauliques statiques

Contrôle (avec mise en eau PN 16 - pression 15 bars)

- Du fonctionnement des robinetteries, prises et raccords
- De l'état général de l'installation
- De l'existence des bouchons de fermeture
- De la signalisation.

Nota : La mise en eau annuelle permettra d'assurer un contrôle d'étanchéité PN 16 et le nettoyage de la colonne (vidange, élimination des traces de rouille et des corps étrangers).

Un essai hydrostatique à débit nul doit être effectué tous les ans.

Un essai hydraulique en régime d'écoulement doit être effectué au moins une fois tous les 5 ans.

C - ROBINETS D'INCENDIE ARMES

Références :	Norme d'installation	NF S 62-201 de novembre 2020 – regle APSAD R5
	Norme de composition	NF S 61-201
	Norme tuyau	NF S 61-114 – 61-115

Vérifications annuelles :

1 - Vérification des postes RIA

a) Vérification de la composition

- Présence des éléments nécessaires au bon fonctionnement.

b) Vérification d'état et vérification fonctionnelle de tous les composants

- Vanne d'arrêt (position ouverte en permanence)
- Tuyau semi-rigide (dérouler le tuyau et contrôler les éventuels défauts d'aspect)
- Diffuseur et état général des raccords et ligatures.

c) Vérification de la pression dynamique et essai de fonctionnement

(Incluant la vérification, voire l'étalonnage des manomètres en cas de besoin).

2 - Vérification du réseau d'alimentation

a) Vérifications générales

- Etat de l'ensemble des composants du réseau y compris des surpresseurs
- Essai de fonctionnement de toutes les vannes de l'installation (barrage, contre-barrage, barrages partiels, vanne de sectionnement, etc...)
- Nota: les vannes doivent être plombées en position "ouvert".

b) Vérification des organes de contrôle (manomètres)

- Manomètres obligatoires : 1 à l'origine de la conduite nourrice, 1 au RIA le plus élevé, 1 au RIA le plus défavorisé.

Maintenance quinquennale : En plus des points réalisés en maintenance annuelle, doit être réalisé le nettoyage et l'entretien de tous les réservoirs, des essais de mise sous pression maximale des tuyaux et le changement des joints d'étanchéité

Maintenance décennale : En plus des points réalisés en maintenance annuelle et quinquennale, doit être contrôler de l'état de corrosion interne des tuyaux et effectuer le rinçage des canalisations

D – BOUCHES ET POTEAUX INCENDIE PRIVES

Références : Norme NFS 61-213

Articles MS 73, MS 5-7

Vérification pour chaque hydrant :

- visibilité ou signallement, accessibilité a un engin d'incendie.
- présence de tous les accessoires par vérification visuelle
- test d'ouverture maximum, de fermeture, de purge de colonne et de coffre, contrôle du débit et de la pression :
 - Poteau DN100, 60 m3/h sous 1 bar minimum
 - Poteau DN150, 120 m3/h sous 1 bar minimum

E – DOUCHES PORTATIVES

Vérification périodique annuelle

- Vidanger l'appareil
- Rincer le corps de l'extincteur et vérifier soigneusement son état intérieur

Toute corrosion interne du corps de l'appareil doit être signalée à l'Etablissement concerné

Toute corrosion prononcée doit conduire à proposer à l'Etablissement concerné le remplacement de l'appareil

- Recharger l'appareil.
- Doses antiseptiques à changer tous les 6 mois

ANNEXE 4 DU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

---oOo---

MODELE D'INVENTAIRE

[illegible]

ANNEXE 5 DU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

---oOo---

MODELE DE FICHE DE SUIVI DES OBSERVATIONS

Suivi des observations - Fiche N°

Etablissement :	
Vérification du matériel d'extinction incendie	
Vérification réalisée par :	le :
Compte rendu de vérification N°	reçu le :

Légende : Degré d'urgence	
0-TU	: Observation devant être levée sans délai Anomalie signalée de suite, confirmée sur rapport provisoire
1-U	: Observation nécessitant un traitement sous un mois
2-N	: Observation destinée à être levée dans l'intervalle de temps séparant deux vérifications
3-D	: Observation à caractère réglementaire, sans danger pour le public et le personnel, susceptible d'être inscrite dans un plan d'investissement de travaux ou dans une opération programmée

[illegible]

